



## MOTION D'ACTUALITÉ

### adoptée par le 21<sup>ème</sup> congrès du SNPTAS CGT

## Non à l'austérité !

### Des moyens pour les agents au service de l'environnement

Se priver de ressources, jeter l'argent par les fenêtres, faire des cadeaux à tour de bras et se plaindre qu'il n'y a plus de sous... Pour forcer la population à se serrer la ceinture en la culpabilisant ! Cela résume la politique des gouvernements ces dernières décennies ! Depuis 2017, élections des macronistes au pouvoir, le gouvernement s'est assis sur plus de 60 milliards de recettes, alors que la plupart des salariés n'ont pas vu leur impôt baisser: c'est normal cette baisse a essentiellement profité aux plus riches ! A cela il faut ajouter les 170 milliards par an d'aides aux entreprises et l'externalisation de nos missions qui alimentent en partie les dividendes du CAC 40. Le déficit a été volontairement creusé pour les plus riches : ce n'est pas aux agents et aux services publics de payer ! S'il fallait encore le répéter, la CGT en portant ses valeurs humanistes et internationalistes vecteur de progrès social a toujours combattu et combatta tant qu'il le faudra les politiques mortifères ultralibérales et d'extrême droite.

### Faisons la guerre au capitalisme qui détruit l'environnement et fraternisons entre les peuples

Le SNPTAS CGT dénonce l'escalade guerrière dans le monde : conflit israélo-palestinien qui embrase toute la région, conflit en Ukraine et de nombreuses guerres impérialistes partout dans le monde. Le vrai défi devrait être d'affronter le changement climatique au lieu de faire des guerres mortifères pour les populations, et qui accélèrent les crises environnementales (production d'armement, destructions et pollutions massives...). La CGT défend la paix. Par contre le gouvernement en 2023 a fait voter la loi de programmation militaire sur les 7 prochaines années qui prévoit un budget de 413 Milliards d'euros soit une hausse de 17 milliards par an.

**Au contraire, c'est une vraie loi de planification des politiques publiques écologiques et sociales qu'il faut voter avec ce budget !**

### Pour la CGT travailler au ministère de l'Écologie doit avoir un sens

Nous avons un ministère dont l'implication est très insuffisante dans le combat contre le réchauffement climatique ! Les missions des agents devraient être au centre des préoccupations : rénovation thermique du logement, préservation de la biodiversité, lutte contre l'artificialisation des sols, développement des transports peu émetteurs de CO2... Mais non, le ministère de l'Écologie n'est vu que comme un guichet à subventions et les agents doivent se taire (surtout depuis le mouvement de la FNSEA et la Coordination Rurale début 2024) quand il s'agit de protéger la ressource en eau, les écosystèmes, de lutter contre la déforestation en Guyane, etc.

**Il est urgent de mettre en place une réelle planification écologique au lieu de dépecer notre ministère par petits bouts ! D'abroger la loi 3DS et les différentes réformes supprimant l'existence de services techniques ministériels à différents niveaux, au profit du ministère de l'Intérieur.**

### Des missions cohérentes avec des agents mieux payés

Notre travail a un intérêt et doit être rémunéré à sa juste valeur. Les primes au mérite « à la tête du client » ne devraient plus exister. Nos métiers n'ont pas pour but de nous mettre en concurrence mais de travailler collectivement afin de trouver des solutions. En outre, les primes sont souvent pointées comme un élément de discrimination professionnelle entre les femmes et les hommes. La rémunération indiciaire dont le point d'indice est gelé depuis 2010 devrait être la rémunération centrale des fonctionnaires avec les primes intégrées.

**Le SNPTAS CGT revendique la revalorisation du point d'indice des pertes subies depuis 2010 soit 20 %, son indexation sur l'inflation comme c'est le cas pour le SMIC et le blocage des prix de produits de premières nécessités.**

## Mieux payer pour une bonne retraite

N'oublions pas que le montant de nos retraites est essentiellement basé sur la rémunération indiciaire ! Meilleure est la rémunération indiciaire meilleure sera la retraite !

Le SNPTAS CGT continuera de se battre pour l'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans et pour le retour de la retraite à 60 ans à taux plein et 55 ans pour les métiers pénibles !

## Diminuer le temps de travail

L'instauration par le gouvernement de la semaine de 5 jours de travail en 4 jours aura des impacts sur la vie professionnelle et familiale des personnels dont on connaît les répercussions inégalitaires entre les femmes et les hommes. En outre cela se traduira par des modalités de temps de travail supprimant une partie des jours de RTT, le nombre de jours congés passant à 20 jours (5 semaines de 4 jours).

Le SNPTAS CGT revendique la semaine de 32 H 00 sans perte de salaire avec embauche.

## Améliorer les conditions de travail

La mise en concurrence des agents, les non-remplacements, les vacataires ou contractuels non maintenus pour cause de restriction budgétaire ainsi que la surcharge de travail : **les conditions de travail ne cessent de se dégrader**. Les CHSCT supprimés depuis 2019 aggrave et invisibilise cette dégradation. La suppression des CAP s'occupant des listes d'aptitudes, tableaux avancement et des mutations rend le tout opaque et est source de stress pour les agents. A cela il faut ajouter les conditions matérielles : bureaux réduits et/ou partagé voir même la création d'open space et/ou de flex-office, réduction de matériel/fournitures, impossibilité de faire certains déplacements. L'action sociale censée aider les agents est sacrifiée faute de moyens suffisants.

Le SNPTAS CGT revendique l'abrogation de la transformation de la fonction publique de 2019, l'amélioration des conditions matérielles et de travail et une action sociale financée à hauteur de 3 % de la masse salariale et des pensions.

Le recrutement et la titularisation des agents est une priorité pour le renforcement des services.

## Une meilleure protection sociale pour les agents et les retraités

Nous rappelons que la future protection sociale complémentaire (PSC) ne prend pas en considération les retraités : il n'y aura pas de participation de l'État à contrario des 50 % de la cotisation d'équilibre pour les actifs. Ils verront juste leur cotisation plafonnée à 175 % de la cotisation d'équilibre soit 350 % de la cotisation pour les actifs. De plus le choix par le ministère d'un opérateur privé non mutualiste (à but lucratif et tributaire de ses actionnaires et investisseurs) pratiquant le 100 % numérique ne répond pas aux besoins de l'ensemble des agents.

Le SNPTAS CGT revendique, à minima une PSC ne dissociant pas la santé et la prévoyance dans un cadre mutualiste une sécurité sociale intégrale : le 100 % Sécu.

## Ne pas abandonner nos collègues d'Outre-Mer, ne pas mépriser ces territoires

Les collègues d'outre-mer subissent de pleins fouet la dégradation des conditions de travail avec de nombreuses difficultés entre autres concernant la formation. Ils subissent aussi la vie chère liée à l'explosion des prix des matières premières mais aussi le nombre d'intermédiaires qui se gavent au passage. En matière environnementale, c'est aussi la catastrophe : chlordécone, mercure, sargasses (algues brunes) qui prolifèrent, problème d'accès à l'eau potable... A cela on peut rajouter le mépris du gouvernement et de ses alliés contre les Kanaks, qui a mis le feu à la Kanaky-Nouvelle Calédonie.

Le SNPTAS CGT revendique l'égalité universelle des droits.

**La CGT-SNPTAS, le Syndicat National des Personnels Techniques, Administratifs et de Service du ministère en charge de l'écologie réuni en congrès, appelle les agentes et agents à se mobiliser et se syndiquer !**

**Stop à la soumission aux Préfets et aux ordres des lobbys !**

**Oui à une administration pour la transition écologique et sociale : bâtissons le service public du 21<sup>e</sup> siècle.**

**Rien pour le CAC 40 : l'argent doit aller à la planification des politiques publiques écologiques et sociales**